

# RAPPORT D'EXECUTION (VERSION PROVISOIRE)

## AU 30 SEPTEMBRE 2016

*Loi n° 2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances  
rectificative pour la gestion 2016*

*Novembre2016*

## **DEVELOPPEMENT DES SIGLES**

AFS	: Acompte Forfaitaire Spécial
CGI	: Code Général des Impôts
CFPB	: Contribution Foncière des Propriétés Bâties
DGDDI	: Direction Générale des Douanes et Droits Indirects
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
SCRIP	: Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
FNRB	: Fonds National des Retraites du Bénin
FR	: Fonds Routier
IPTS	: Impôt Progressif sur Traitements et Salaires
IFU	: Identifiant Fiscal Unique
IRPP	: Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques
ODD	: Objectifs de Développement de Durable
OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PIB	: Produit Intérieur Brut
PPE	: Pays Pauvre Très Endetté
RFU	: Régime Foncier Urbain
SICOPE	: Système Intégré de Cotisation et des Pensions
SIGFiP	: Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SIGMAP	: Système Informatisé de Gestion des Marchés Publics
SIPIBE	: Système Informatique de Préparation Intégrée du Budget de l'Etat
SYDONIA	: Système Douanier Automatisé
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
TUCA	: Taxe Unique sur les Contrats d'Assurance
TUTR	: Taxe Unique sur les Transports Routiers
TAF	: Taxe sur les Activités Financières
TDL	: Taxe de Développement Local
TPU	: Taxe Professionnelle Unique
VPS	: Versement Patronal sur Salaires

## Sommaire

<b>RESUME EXECUTIF</b> .....	5
INTRODUCTION .....	7
I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN SEPTEMBRE 2016.....	8
A- Environnements économiques international et régional.....	8
B- Environnement économique national et Perspective .....	9
II- SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS OUVERTS AU BUDGET DE L'ETAT AU 30 SEPTEMBRE 2016 .....	10
A- Recettes budgétaires .....	10
A-1 Recettes des administrations financières .....	11
A-2 Recettes du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et des autres organismes publics.....	14
A-3 Comptes d'Affectation Spéciale (CAS).....	16
A-4 Autres recettes budgétaires .....	16
B- Dépenses budgétaires.....	17
B-1 Budget Général .....	18
B-2 Budget annexe du FNRB et Budgets des autres organismes Publics .....	23
B-3 Comptes d'Affectation Spéciale (CAS) .....	24
C- Solde budgétaire global d'exécution au 30 septembre 2016.....	25
III- SITUATION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 30 SEPTEMBRE 2016.....	26
A- La mobilisation des ressources de trésorerie .....	26
B- L'exécution des charges de Trésorerie .....	27
CONCLUSION .....	29

## LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Evolution des réalisations des recettes des administrations financières au 30 septembre 2015 et 2016.....</i>	<i>12</i>
<i>Tableau 2 : Evolution des réalisations des recettes du FNRB et des autres organismes publics au 30 septembre 2015 et 2016.....</i>	<i>15</i>
<i>Tableau 3 : Evolution des réalisations des recettes des Comptes OME et PME au 30 septembre 2015 et 2016.....</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 4 : Récapitulatif de la mobilisation des autres ressources budgétaires à fin septembre 2015 et 2016.....</i>	<i>17</i>
<i>Tableau 5 : Evolution des engagements des dépenses ordinaires au 30 septembre 2015 et 2016.....</i>	<i>21</i>
<i>Tableau 6 : Evolution des engagements des dépenses en capital à fin septembre 2015 et 2016.....</i>	<i>22</i>
<i>Tableau 7 : Exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale au 30 septembre 2016.....</i>	<i>24</i>
<i>Tableau 8 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution à fin septembre 2016.....</i>	<i>25</i>
<i>Tableau 9 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature à fin septembre 2016.....</i>	<i>26</i>
<i>Tableau 10 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin septembre 2016.....</i>	<i>27</i>
<i>Tableau 11 : Tableau de financement d'exécution de la loi de finances pour la gestion 2016 à fin septembre.....</i>	<i>28</i>

## LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Graphique n° 1 : Evolution des réalisations brutes par régies à fin septembre 2015 et 2016.....</i>	<i>14</i>
<i>Graphique n° 2 : Evolution des dépenses par grande masse à fin septembre 2015 et 2016.....</i>	<i>25</i>

## RESUME EXECUTIF

L'exécution du budget de l'Etat et des opérations de trésorerie au cours des trois premiers trimestres de l'année 2016 s'est déroulée dans un environnement caractérisé par une conjoncture économique moins favorable que prévue.

En effet, l'activité économique a connu un ralentissement du fait de sa sensibilité (i) à la crise énergétique, notamment au cours du premier semestre ; (ii) à la dévaluation du Naira qui a érodé le pouvoir d'achat des opérateurs sur le marché international et (iii) à l'organisation de l'élection présidentielle au premier trimestre.

L'alternance politique intervenue à la tête de l'Etat en avril 2016 a conduit à la rectification du budget initial de l'Etat, avec de nouvelles mesures budgétaires pour aborder les difficultés économiques.

L'exécution de la loi de finances rectificative adoptée au mois de juillet 2016 affiche, à fin septembre, les résultats ci-après :

### **1- les recettes de l'Etat**

- le niveau global des produits de recettes budgétaires enregistrés s'établit à **610 537,1 millions de FCFA** sur une prévision annuelle révisée de **948 519 millions de FCFA**, soit un taux de recouvrement de 64,4%, en baisse de 7,7 points de pourcentage par rapport au niveau de réalisation à fin septembre 2015. L'écart constaté entre les réalisations à fin septembre 2015 et 2016 est imputable au ralentissement de l'activité économique au cours de la période sous revue au Bénin et dans la sous-région (Nigeria).
- Les Prêts auprès des banques locales ressortent à un montant de **56 705,7 millions de FCFA** et les obligations du Trésor à **232 047,2 millions de FCFA**.
- Les ressources de trésorerie ont été mobilisées, quant à elles, à hauteur de 104,8% correspondant à **497 641,1 millions de FCFA** sur une prévision annuelle révisée de **474 968 millions de FCFA**. Ce niveau de mobilisation à fin septembre 2016 est tiré notamment par les émissions de dettes au niveau national. La finalité de cette mobilisation plus importante que prévue, pendant la période sous revue, est de compenser les retards de recouvrement observés au niveau des régies et faire face progressivement à la dette intérieure, notamment les titres des fournisseurs en instance au Trésor et au budget.

### **2- les dépenses de l'Etat**

- l'exécution des dépenses budgétaires à fin septembre 2016 s'établit en engagement à **916 410,2 millions de FCFA**, soit **80,4%** des prévisions

annuelles révisées. Ce niveau d'engagement laisse observer un écart négatif de **51 371,4** millions de FCFA par rapport à la même date en 2015 où les engagements de dépenses ressortaient à **967 781,6 millions de FCFA**. Le recul noté quant au niveau des engagements à fin septembre, malgré l'exécution de certaines dépenses ponctuelles (élection) et inéluctables (énergie), est imputable, pour l'essentiel, à l'exercice de régulation budgétaire, en lien avec la politique d'arrimage des engagements de dépenses au rythme de recouvrement des recettes et à l'observation d'une plus grande rigueur quant à la qualité de la dépense.

- les charges de trésorerie, pour leur part, ont été assurées, pendant la période sous revue, à hauteur de 75,4% correspondant à **213 457,0 millions de FCFA**, en respect des engagements financiers de notre pays.

### **3- le solde budgétaire global d'exécution**

L'exécution budgétaire à fin septembre 2016 présente un solde budgétaire global déficitaire montant **155 816,2 millions de FCFA**, base ordonnancement.

Au total, à fin septembre 2016, les ressources du budget de l'Etat ont été mobilisées pour un montant de **1 108 178,2 millions de FCFA** sur une prévision de **1 423 487 millions de FCFA**, tandis que les charges ont été assurées, base ordonnancement à hauteur de **979 810,3 millions de FCFA** sur ce même niveau de prévision annuelle. Ce qui laisse apparaître un solde d'exécution de la loi de finances excédentaire de **128 367,9 millions de FCFA**.

Quant aux engagements des dépenses (opérations budgétaires et charges de trésorerie comprises), le niveau à fin septembre se situe à **1 129 867,2 millions de FCA**.

## **INTRODUCTION**

La mise en œuvre de la loi n°2016-14 du 20 juillet 2016 portant loi de finances rectificative pour la gestion 2016 s'est accompagnée d'une politique de maîtrise des dépenses. Les engagements de dépenses sont strictement arrimés au rythme de recouvrement de recettes. Ce qui s'est traduit à fin septembre par des taux de réalisation des ressources et d'exécution des charges qui sont respectivement de 77,8% et 79,4%. A la même période en 2015, les taux de réalisation des ressources et d'exécution des charges étaient respectivement de 68,3% et de 75,9% pour les charges.

Comparativement au taux linéaire de 75% attendu à fin septembre 2016, on note, aussi bien en ressources qu'en charges, que les objectifs sont atteints. Il est cependant important de relever que le niveau des ressources à fin septembre 2016 reste fortement influencé par la mobilisation à 104,8% des ressources de trésorerie.

Le présent rapport retrace, par type de budget et par nature économique, le niveau d'exécution de la loi de finances pour la gestion 2016 à travers les opérations budgétaires et les opérations de trésorerie enregistrées au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2016.

## I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN SEPTEMBRE 2016

### A- Environnements économiques international et régional

L'économie mondiale poursuit sa croissance à un rythme modéré, tout en restant soumise à plusieurs incertitudes. Selon les dernières prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale devrait s'établir à 3,1% en 2016 avant de remonter à 3,4% en 2017. Cette prévision, révisée à la baisse de 0,1 point pour 2016 et 2017 par rapport aux estimations d'avril dernier, s'explique par une dégradation des perspectives pour les pays avancés, à la suite du vote du Royaume-Uni, en juin dernier, en faveur de la sortie de l'Union européenne (Brexit) et par une croissance plus faible que prévue aux États-Unis.

Aux **États-Unis**, l'économie a perdu sa vigueur au cours des derniers trimestres, et l'accélération prévue au deuxième trimestre de 2016 ne s'est pas matérialisée. Selon le FMI, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) devrait s'établir à 1,6% en 2016.

Dans la **zone euro**, la croissance est tombée à 1,2% au deuxième trimestre, après que des conditions climatiques tempérées et, partant, la vigueur de l'activité dans la construction avaient porté la croissance au premier trimestre à 2,1%. La demande intérieure, notamment l'investissement, a ralenti dans certains des plus grands pays de la zone euro. Selon le FMI, la croissance du PIB de la zone devrait s'établir à 1,7% en 2016.

Au **Japon**, la croissance s'est affichée au deuxième trimestre 2016 à 0,7% contre 2,1% au premier trimestre. Le fléchissement de la demande extérieure et de l'investissement des entreprises expliquent ce ralentissement de l'activité au deuxième trimestre. Selon le FMI, la croissance du PIB s'établirait à 0,5% en 2016.

Au **Nigeria**, l'activité économique connaît un ralentissement, en lien avec la baisse des cours du pétrole. Toutefois, les perspectives restent bonnes. Selon les dernières prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance devrait s'établir à (-1,7%) en hausse de 0,1 point par rapport aux mises à jour sur les perspectives économiques effectuées en juillet 2016.

## **B- Environnement économique national et Perspective**

La conjoncture économique nationale à fin septembre 2016 est marquée, entre autres, par la bonne tenue de la campagne cotonnière et vivrière, le retour à un taux de change flottant du naira et son impact sur l'activité intérieure et la détente du niveau des prix.

A fin septembre 2016, les emblavures pour la campagne cotonnière 2016-2017 s'affichent autour de 418 279 ha. En considérant un rendement historique de 0,850 tonne à l'hectare, la production devrait alors se situer pour cette campagne, à environ 355 537 tonnes. Il en résulte que les prévisions révisées de production cotonnière pour la campagne 2016/2017 pourraient être tenues, voire dépassées. Au niveau des vivriers, les données disponibles<sup>1</sup> montrent une nette amélioration de la pluviométrie par rapport à 2015. Ainsi, les statistiques de production agricole quoique incomplètes, sont globalement orientées vers la hausse pour la grande majorité des spéculations.

Par suite, depuis le 20 juin 2016, la Banque Centrale du Nigéria a lâché son emprise sur la monnaie en laissant celle-ci flotter au gré du marché. Ce retour à un taux de change flottant du naira n'est pas sans conséquence sur l'économie nationale, notamment le ralentissement induit sur le trafic au Port de Cotonou.

L'indice global du chiffre d'affaires, l'un des principaux indicateurs conjoncturels, a enregistré à fin septembre 2016, un repli de 7,8% en comparaison à la même période de l'année 2015. Cette baisse est imputable à la contraction de l'activité dans les sous-secteurs Elevage, industries manufacturières, Energie et Commerce. Toutefois, l'activité dans les branches BTP, Transport, Télécoms, Banques, Assurances et autres services s'est consolidée au cours de la même période.

---

<sup>1</sup> Les données de productions de la zone nord ne sont pas encore disponibles. Les données disponibles pour le moment ne concernent que la mi-saison.

S'agissant du niveau général de l'emploi dans les grandes entreprises, il n'a pas enregistré une évolution significative à fin septembre. L'indicateur a connu une légère hausse de 0,2% par rapport au mois d'août 2016.

En septembre 2016, le taux d'inflation s'est établi à 108,5 contre 110,2 le mois précédent, soit une baisse de 1,5%. Ce repli est principalement lié à la baisse des prix observée au niveau des fonctions de consommation telles que "Produits alimentaires, boissons et Tabac" (-2,7%), "Logement, eau, gaz et autres combustibles" (-0,4%) et "Transports" (-4,1%). En glissement annuel<sup>2</sup>, le niveau général des prix a également enregistré une baisse de 2,1%. S'agissant de l'inflation sous-jacente (hors énergie et produits frais), elle s'est inscrite en hausse de 0,1% en glissement annuel.

Le taux d'inflation, mesuré par l'indicateur de convergence de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), situe l'évolution des prix à 0,4%, l'inscrivant ainsi au-dessous du plafond de 3,0% prévu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des Etats membres. Sur l'ensemble de l'année 2016, les prévisions indiquent un taux d'inflation de 0,6% contre 0,3% en 2015.

Au regard de la conjonction de tendance favorable et défavorable en 2016 et en attendant de mieux cerner l'impact de la politique monétaire du Nigéria sur l'économie béninoise en 2016, la prévision de taux de croissance pour 2016 a été maintenu à 5,0% comme en 2015.

## **II- SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS OUVERTS AU BUDGET DE L'ETAT AU 30 SEPTEMBRE 2016**

### **A- Recettes budgétaires**

Les éléments constitutifs des recettes budgétaires sont :

- les recettes des administrations financières (DGDDI, DGI et DGTCP) ;
- les recettes du FNRB et des autres budgets (CAA et FR) ;

---

<sup>2</sup> Comparaison par rapport à la même période un an plus tôt.

- les recettes des comptes d'affectation spéciale ;
- les dons budgétaires ;
- les produits des allègements de la dette publique ;
- les fonds de concours et recettes assimilées.

A fin septembre 2016, la réalisation des recettes budgétaires est globalement ressortie à 610 537,1 millions de FCFA sur une prévision annuelle révisée de 948 519 millions de FCFA. A la même date en 2015, lesdites recettes se sont établies à 661 678 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 1 033 043 millions de FCFA. Par rapport aux objectifs annuels, le taux de mobilisation des recettes budgétaires est de 64,4% à fin septembre 2016 contre 64,1% à la même période en 2015. Il se dégage du rapprochement des réalisations budgétaires à fin septembre 2015 et 2016, une baisse du volume des recettes équivalent à 51 140,9 millions de FCFA correspondant à un taux de régression de 7,7%.

Les éléments explicatifs de cette baisse sont exposés ci-dessous, par sources de recettes budgétaires, en raison des spécificités qui les caractérisent.

### **A-1 Recettes des administrations financières**

Les recettes mobilisées par les administrations financières au 30 septembre 2016 (y compris les droits et taxes affectés à l'alimentation des comptes spéciaux), s'établissent à **554 075,4 millions de FCFA**. Ce niveau de mobilisation fait ressortir un taux de recouvrement des recettes des régies financières établi à 66,1%. Par rapport aux réalisations à fin septembre 2015, on note un recul de recettes d'un montant de 58 650,6 millions de FCFA. Les réalisations par régie financière sont récapitulées dans le tableau 1 ci-après :

**Tableau 1 : Evolution des réalisations des recettes des administrations financières au 30 septembre 2015 et 2016**

En millions de FCFA

Régies	2015		Taux (%)	2016		Taux (%)	Ecart	Taux d'accroissement
	Prévisions	Réalisations		Prévisions	Réalisations			
<b>Douanes</b>	420 054	278 132,3	66,2	363 702	230 423,5	63,4	-47 708,8	-17,2
<b>Impôts</b>	379 200	291 247,6	76,8	407 700	288 099,4	70,7	-3 148,2	-1,1
<b>Trésor</b>	59 800	43 346,1	72,5	67 346	35 552,5	52,8	-7 793,6	-18,0
<b>Total</b>	<b>859 054</b>	<b>612 726</b>	<b>71,3</b>	<b>838 748</b>	<b>554 075,4</b>	<b>66,1</b>	<b>-58 270,1</b>	<b>-9,6</b>

**Source :** Régies Financières, DGB, octobre 2016

L'analyse de l'état de recouvrement des régies financières à fin septembre 2016, en relation avec la situation un an plus tôt, se présente ainsi qu'il suit :

#### **A-1-1 Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI)**

A fin septembre 2016, la DGDDI a recouvré des recettes brutes (y compris les droits et taxes affectées) d'un montant de **230 423,5 millions de FCFA** sur une prévision annuelle révisée de **363 702 millions de FCFA**, soit un taux de recouvrement de 63,4%. Ce faible niveau de recouvrement est, entre autres, imputable à la morosité de la situation économique au Nigeria du fait (i) de la baisse drastique du cours du pétrole liée à la levée de l'embargo sur le pétrole iranien ; (ii) de la diminution du pouvoir d'achat des opérateurs économiques sur le marché international due à la hausse du cours du dollar et à la baisse de celui du naira et (iii) du durcissement des mesures de prohibition d'entrée au Nigeria de certains produits pourvoyeurs de recettes par voie terrestre.

#### **A-1-2 Direction Générale des Impôts (DGI)**

A fin septembre 2016, la DGI a recouvré des produits d'un montant total de 288 099,4 millions de FCFA, soit 70,7% des prévisions annuelles. Le rapprochement des

réalisations des recettes fiscales au niveau de l'administration des impôts à fin septembre des années 2016 et 2015 fait observer un écart négatif égal à 3 148,2 millions de FCFA. Globalement, ce recul est le reflet du mauvais comportement de certains droits et taxes dont notamment (i) la taxe unique sur le transport routier (21,4%) ; (ii) l'acompte forfaitaire spécial sur véhicule (27,1%) ; (iii) la taxe sur l'huile et corps gras alimentaire (3,9%).

Toutefois, les efforts soutenus de l'administration fiscale ont permis d'enregistrer un bon comportement au niveau de certains droits et taxes à savoir : (i) l'IRPP sur les revenus fonciers (85,1%) ; (ii) l'impôt sur les sociétés (79,5%) ; (iii) l'AIB au cordon douanier (86,5%) ; (iv) l'IRPP sur revenus non commerciaux (93%) ; (v) l'IRPP sur revenus des capitaux mobiliers (87,1%) ; (vi) l'IRPP sur salaire militaire (95,5%) et (vii) la taxe unique sur les produits pétroliers (104,4%).

### **A-1-3 Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)**

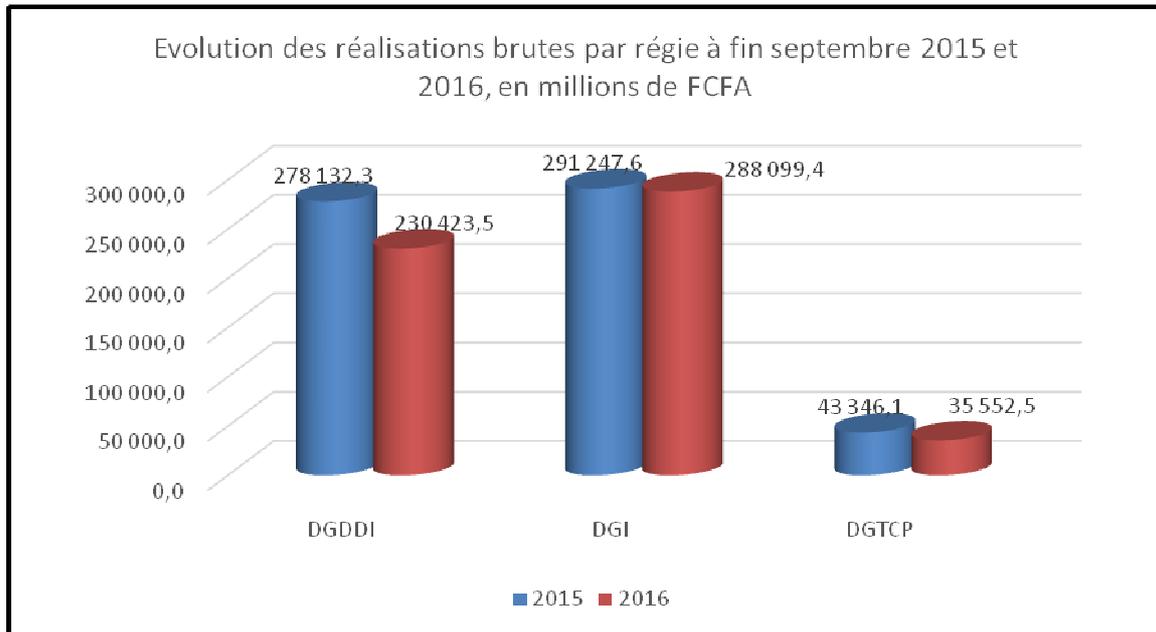
Sur une prévision annuelle révisée de 67 346 millions de FCFA en 2016, la DGTCP a mobilisé à fin septembre un montant de 35 552,5 millions de FCFA. Les réalisations de la DGTCP à fin septembre 2016 s'établissent ainsi à 52,8% des prévisions annuelles révisées contre 72,5% à la même période en 2015.

Le recul noté au niveau du Trésor est imputable aux difficultés de recouvrement relatives aux droits et frais administratifs, aux produits financiers et aux autres recettes non fiscales. Il faut noter à ce sujet que la taxe de 2% à prélever sur le chiffre d'affaires des opérateurs GSM ne peut être opératoire qu'après la clôture de l'exercice 2016 alors qu'elle est prise en compte dans les prévisions de recettes.

Par ailleurs, en ce qui concerne les recettes des services intermédiaires, la Direction de la Marine marchande n'a pas procédé dans les délais requis au reversement des prélèvements opérés au mois de septembre.

L'évolution des réalisations par régie financière est présentée à travers le graphique n°1 ci-après :

## Graphique n° 1 : Evolution des réalisations brutes par régie à fin septembre 2015 et 2016



On note un recul général des réalisations brutes en 2016 comparativement aux données de 2015.

### A-2 Recettes du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et des autres organismes publics

Les recettes du **Fonds National des Retraites du Bénin** (FNRB) sont essentiellement constituées des cotisations sur salaire et des validations de service. Sur une prévision annuelle de 25 721 millions de FCFA, les recettes collectées par la DGTCP au profit du FNRB à fin septembre 2016 s'établissent à 16941,8 millions de FCFA. Elles correspondent à un taux de réalisation de 65,9% contre 75,3% à fin septembre 2015. On note à ce niveau, un recul de performance de 9,4 points de pourcentage par rapport à 2015, imputable principalement au départ massif à la retraite du personnel enseignant pour compter du mois d'octobre 2015.

En revanche, le **Fonds Routier** (FR) a atteint à fin septembre 2016 un niveau de recouvrement qui s'établit à 3 316,3 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 3 456 millions de FCFA contre 2 173,7 millions de FCFA réalisés à la même période sur un objectif annuel de 3 679 millions de FCFA en 2015. Les taux de recouvrement

affichés sont respectivement de 96% et 59,1% en 2016 et en 2015. Le niveau appréciable des recouvrements observé s’agissant du Fonds Routier s’explique par les pénalités de surcharge enregistrées (810,9 millions de FCFA) au mois de septembre, d’une part et les produits financiers (255,4 millions de FCFA) issus des placements, d’autre part. Ces différentes ressources se sont ajoutées à celles provenant des conventions d’exploitation des postes de péage et de pesage.

**La Caisse Autonome d’Amortissement (CAA)** a mobilisé au titre de ses ressources propres, 1 956,9 millions de FCFA à fin septembre 2016 contre 2 012,6 millions de FCFA à l’issue de la même période en 2015, sur une prévision annuelle invariable de 4 000 millions de FCFA. Le taux de recouvrement des recettes à fin septembre 2015 et 2016 à la CAA sont respectivement de 50,3% et 48,9%. A l’origine de la légère baisse enregistrée quant au recouvrement des recettes propres de la CAA, il y a les difficultés liées au remboursement des prêts rétrocédés à la Société Béninoise d’Electricité et d’Eau (SBEE), le Port Autonome...etc.

Le tableau 2 ci-dessous récapitule les réalisations au 30 septembre 2015 et 2016 des recettes des autres budgets.

**Tableau2 : Evolution des réalisations des recettes du FNRB et des autres organismes publics au 30 septembre 2015 et 2016**

En million de FCFA

	2015			2016			ECARTS DE REALISATION	
	PREV.	REAL. AU 30 SEPTEMBRE	TAUX (%)	PREV.	REAL. AU 30 SEPTEMBRE	TAUX (%)	ECARTS	TAUX D'ACCROISSEMENT
F N R B	23 435	17 642,2	75,3	25721	16 941,8	65,9	-700,4	-4,0
FONDS ROUTIER (Ressources propres)	3 679	2173,7	59,1	3 456	3 316,3	96,0	1 142,6	52,6
C A A	4 000	2 012,6	50,3	4 000	1 956,9	48,9	-55,7	-2,8
<b>TOTAL</b>	<b>31 114</b>	<b>21 828,5</b>	<b>70,2</b>	<b>33 177</b>	<b>22 215</b>	<b>67,0</b>	<b>386,5</b>	<b>1,8</b>

**Source:** MEF/DGB, octobre 2016

### A-3 Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

A fin septembre, 16 830,1 millions de FCFA ont été mobilisés au profit du compte "Opération Militaire à l'Extérieur" (OME) et du Compte "Partenariat Mondial pour l'Education"(PME) sur une prévision annuelle de 25 295 millions de FCFA.

Le détail sur lesdites réalisations se présente ainsi qu'il suit :

**Tableau 3 : Evolution des réalisations des recettes des Comptes OME et PME au 30 septembre 2015 et 2016**

En millions de FCFA

Comptes d'affectation spéciale	2015			2016		
	Prév.	Réal.	Taux	Prév.	Réal.	Taux
Opérations Militaires à l'Extérieur (OME)	16 000	5 321,0	33,3	13 000	7 408,4	57,0
Partenariat Mondial pour l'Education (PME)	5 947	3 646,8	61,3	12 295	9 421,7	76,6
<b>Total</b>	<b>21 947</b>	<b>8 968</b>	<b>40,9</b>	<b>25 295</b>	<b>16 830,1</b>	<b>66,5</b>

**Source:** MEF/DGB/DGTCP, octobre 2016

### A-4 Autres recettes budgétaires

Sont classés dans la catégorie des autres recettes budgétaires, les produits issus des allègements de la dette, les dons budgétaires, les fonds de concours et les recettes assimilées.

Seuls les produits liés aux allègements de dettes et aux fonds de concours et recettes assimilées ont connu un début de mobilisation pendant la période sous revue. Les recettes mobilisées s'établissent respectivement à 3 069 millions de FCFA et 14 347,6 millions de FCFA, soit respectivement 36,2% et 33,5% des prévisions annuelles, pour le compte OME et le compte PME.

Il est à signaler qu'aucune ressource n'est prévue au titre des dons budgétaires dans la loi de finances rectificative pour la gestion 2016.

Le tableau 4 ci-après détaille le niveau de mobilisation des autres recettes budgétaires à fin septembre 2015 et 2016.

**Tableau4 : Récapitulatif de la mobilisation des autres ressources budgétaires à fin septembre 2015 et 2016**

En millions de FCFA

NATURE DES RESSOURCES	2015			2016			ECARTS DE REALISATION	
	PREV. Annuelles	REAL. au 30 septembre	TAUX (%)	PREV. Annuelles	REAL. au 30 septembre	TAUX (%)	ECARTS	Taux d'accroissement
Dons budgétaires	9 000	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Allègement de la dette (IPPTE)	7 753	4 703,1	60,7	8 469	3 069	36,2	-1 634,1	-34,7
Fonds de concours + recettes assimilées	104 175	13 452,6	12,9	42 830	14 347,6	33,5	895	6,7
<b>TOTAL</b>	<b>120 928</b>	<b>18 155,7</b>	<b>15,0</b>	<b>51 299</b>	<b>17 416,6</b>	<b>34,0</b>	<b>- 739,1</b>	<b>-4,1</b>

**Source:** MEF/DGB/CAA, octobre 2016

## B- Dépenses budgétaires

Au titre de l'exécution des dépenses du budget de l'Etat, gestion 2016, à fin septembre, les engagements ont atteint un montant de 859 704, 5 millions de FCFA sur une prévision annuelle révisée de 1 140 346 millions de FCFA. A la même période en 2015, le niveau des engagements ressortait à 967 781,6 millions de FCFA sur une prévision 1 213 021 millions de FCFA. Les taux d'engagement correspondants s'affichent à 79,9% et 75,4%, respectivement à fin septembre 2016 et 2015.

Cependant, en termes de montant engagé, on note une maîtrise des engagements de dépenses de 108 077,1 millions de FCFA, malgré l'exécution d'importantes dépenses ponctuelles liées à l'élection présidentielle et à la crise énergétique. Cette maîtrise est imputable à la régulation budgétaire qui s'est renforcée depuis le mois d'avril 2016 pour faire correspondre le niveau de réalisation des ressources avec celui

d'engagement des dépenses. A cet effet, l'accent est mis sur la qualité de la dépense afin d'assurer l'utilisation efficiente des ressources et garantir leur effet sur la production intérieure.

Le niveau des engagements des dépenses budgétaires par catégorie à fin septembre 2016 se présente ainsi qu'il suit :

## **B-1 Budget Général**

### **B-1-1 Dépenses ordinaires**

Les dépenses ordinaires sont composées des charges financières de la dette publique, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services et des dépenses de transfert.

A fin septembre 2016, les engagements de dépenses au titre des catégories précitées ont globalement atteint un niveau de 584 031,3 millions de FCFA sur une prévision annuelle révisée de 745 718 millions de FCFA. Ce niveau d'engagement correspond à un taux d'exécution de 78,3%.

Pour ce qui concerne le montant admis en paiement, il ressort à 529 996,3 millions de FCFA, pour un taux de 71,1%.

Les éléments de justification de ce niveau d'exécution sont exposés dans les détails ci-dessous.

#### **B-1-1-1 Charges financières de la dette publique**

Estimées à 82 000 millions de FCFA pour l'année 2016, les charges financières de la dette publique sont exécutées à concurrence de 40 613,8 millions de FCFA à fin septembre 2016, correspondant à un taux d'engagement de 49,5% contre le niveau de 52,2% atteint à la même période en 2015. De façon spécifique, les charges financières de la dette publique se déclinent en :

- charges financières de la dette intérieure, assurées à hauteur de 56,7%, soit pour un montant de 33 376 millions de FCFA ;
- charges financières de la dette extérieure, assurées à hauteur de 31,3%, soit pour un montant de 7 237,8 millions de FCFA.

Le faible taux d'engagement des crédits des charges financières de la dette admet plusieurs justifications.

D'abord, la provision de trois (3) milliards constituée a connu une exécution nulle, du fait, entre autres, d'absence d'écart de conversion ;

Ensuite, certains tirages programmés pour les premiers mois de l'année et qui devraient consommer une partie des charges financières n'ont pas été faits ;

Enfin, la plupart des échéances, notamment en ce qui concerne la dette intérieure interviennent pendant le dernier trimestre de l'année.

### **B-1-1-2 Dépenses de personnel**

Sur une prévision annuelle de 346 000 millions de FCFA, les dépenses de personnel ont été engagées à fin septembre 2016 pour un montant de 283 569,3 millions de FCFA correspondant à un taux de 82,0% contre 80,3% enregistré au 30 septembre 2015. Les dépenses de personnel se composent ainsi qu'il suit :

- les dépenses de personnel réparties dont le niveau d'engagement s'est établi à fin septembre 2016 à 83,8% contre 83,5% en 2015. Le montant engagé ressort à 240 870 millions de FCFA sur une prévision annuelle révisée de 287 402 millions de FCFA.
- les dépenses de personnel non réparties sont constituées de dépenses spécifiques et de dépenses communes à plusieurs ministères et Institutions de l'Etat. Elles sont engagées à fin septembre 2016 à hauteur de 72,9% des prévisions annuelles révisées qui ressortent à 58 598 millions de FCFA, soit pour un montant de 42 699,3 millions de FCFA. Le niveau d'exécution de ces dépenses révèle un écart positif de 1 896 millions de FCFA par rapport au niveau de 40 803,3 millions de FCFA engagés à fin septembre 2015 sur une prévision annuelle de 61 396 millions de FCFA.

Le taux de 82% d'engagement des dépenses de personnel laisse apparaître une légère maîtrise desdites dépenses par rapport à fin septembre 2015. Ce niveau d'engagement renferme par ailleurs, une partie de dépenses engagées par

anticipation. C'est le cas notamment des dépenses du personnel en poste au niveau du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération. C'est également le cas des dépenses de personnel du Ministère de la Défense Nationale, de la Cour Constitutionnelle...etc.

### **B-1-1-3 Dépenses d'acquisitions de biens et services**

Les dépenses d'acquisitions de biens et services comprennent les dépenses d'achats de biens et services et celles d'acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier. Au 30 septembre 2016, elles sont engagées à concurrence de 79 428,5 millions de FCFA sur un objectif annuel révisé de 99 005 millions de FCFA. Le taux d'engagement correspondant est de 80,2% et s'inscrit en deçà de celui de 103,8% réalisé à la même période en 2015. Ce taux a pu être atteint grâce aux mesures d'optimisation des dépenses ordinaires, principalement grâce à l'exercice de la revue de la qualité des dépenses.

Le niveau d'engagement des dépenses d'acquisition de biens et services est détaillé par catégorie ainsi qu'il suit :

- les dépenses d'achats de biens et services sont engagées au taux de 82,5% équivalant à 64 604,5 millions de FCFA, sur une prévision annuelle révisée de 78 304 millions de FCFA. Le taux d'engagement de 82,5% reflète l'option faite par le Gouvernement d'apurer une partie des dettes antérieures.
- les dépenses d'acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier ont été exécutées à 71,6% à fin septembre 2016, pour un montant de 14 824 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 20 701 millions de FCFA.

### **B-1-1-4 Dépenses de transfert**

L'exécution des dépenses de transfert affiche, globalement à fin septembre 2016, un niveau d'engagement 180 419,7 millions de FCFA pour un taux d'engagement de 82,5% sur une prévision annuelle révisée de 218 713 millions de FCFA. Le niveau des engagements de 2016 comparé à celui de la même période en 2015 présente un écart négatif de 28 462,9 millions de FCFA. Cet écart, correspond à un taux de

décroissance de 13,6% et est en lien avec les mesures de régulation budgétaire intervenues au cours des neuf (09) mois.

Les dépenses de transfert comprennent :

- les subventions d'exploitation qui sont engagées en 2016 à hauteur de 93 581 millions de FCFA sur un total révisé de 109 248 millions de FCFA prévus. L'exécution des crédits de cette rubrique affiche un taux d'engagement de 85,7% contre 149,3% à fin septembre 2015;
- les transferts courants au titre desquels 86 838,7 millions de FCFA ont été engagés à fin septembre 2016 sur une prévision annuelle révisée de 109 465 millions de FCFA. En 2015, le niveau d'engagement s'établissait à 85 242,8 millions de FCFA sur le montant de 120 795 millions de FCFA prévus au titre de l'année. Le taux d'engagement concernant cette rubrique s'établit respectivement à 79,3% en 2016 et 70,6% en 2015.

Les détails sur le niveau engagement par nature des dépenses ordinaires sont récapitulés dans le tableau 5 ci-après :

**Tableau 5 : Evolution des engagements des dépenses ordinaires au 30 septembre 2015 et 2016**

En millions de FCFA

Nature des dépenses	2015			2016			ECARTS	
	Prévis	Engag.	Taux Engag.	Prévis	Engag.	Taux Engag.	Ecart engagement	Taux de croiss.e engag.
Charges fin. de la Dette Pub	44 878	23 407,2	52,2	82 000	40 613,8	49,5	<b>17 206,6</b>	<b>73,5</b>
Dépenses de Personnel	326 794	262 308,9	80,3	346 000	283 569,3	82,0	<b>21 260,4</b>	<b>8,1</b>
Dép d'acquis de biens et services	120 290	124 841,1	103,8	99 005	79 428,5	80,2	<b>-45 412,6</b>	<b>-36,4</b>
Dépenses de Transferts	203 626	208 882,6	102,6	218 713	180 419,7	82,5	<b>- 28 462,9</b>	<b>- 13,6</b>
<b>TOTAL</b>	<b>695 588</b>	<b>619 439,8</b>	<b>89,1</b>	<b>745 718</b>	<b>584 031,3</b>	<b>85,3</b>	<b>- 35 408,5</b>	<b>- 5,7</b>

**Source:** MEF/DGB/SIGFiP, octobre 2016

## B-1-2 Dépenses en capital

Sur une prévision révisée de 280 914 millions de FCFA, 191 000,2 millions de FCFA ont été engagés au titre des dépenses en capital à fin septembre 2016, soit pour un taux d'exécution de 68,0%. Pour la même période en 2015, les mêmes dépenses ont été engagées à hauteur de 268 744,4 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 405 619 millions de FCFA, correspondant à un taux d'engagement de 66,3%. En termes de performance, l'exécution des dépenses en capital pendant les neuf (09) premiers mois de l'année laisse apparaître une amélioration de 1,7% de pourcentage.

Les dépenses en capital comprennent (i) les dépenses en capital financées sur ressources intérieures qui sont engagées à hauteur de 132 954 millions de FCFA pour un taux d'engagement de 96,1% et (ii) celles financées sur ressources extérieures engagées à hauteur de 40,7% pour un montant de 58 046,2 millions de FCFA sur une prévision révisée de 142 600 millions de FCFA.

Les dépenses en capital exécutées sur ressources extérieures sont financées au moyen de prêts et de dons. Les engagements y relatifs correspondent respectivement de 43,8% et 33,5% à fin septembre 2016.

L'exécution des dépenses en capital à fin septembre 2015 et 2016 est retracée dans le tableau 6 ci-après :

**Tableau 6 : Evolution des engagements des dépenses en capital à fin septembre 2015 et 2016**

En milliers de FCFA

Financement des dépenses	2015			2016			ECARTS	
	Prévis	Engag.	Taux Engag.	Prévis	Engag.	Taux Engag.	Ecart engagement	Taux de croissance engagement (en %)
<b>Ressources Intérieures</b>	<b>172 319</b>	<b>119 040</b>	<b>69,1</b>	<b>138 314</b>	<b>132 954</b>	<b>96,1</b>	<b>13 913,6</b>	<b>11,7</b>
<b>Ressources Ext : Adm. Centrale</b>	<b>233 300</b>	<b>149 704</b>	<b>64,2</b>	<b>142 600</b>	<b>58 046,2</b>	<b>40,7</b>	<b>-91 657,8</b>	<b>-61,2</b>
*Prêts	129 125	13 625,4	105,5	99 770	43 698,5	43,8	-92 552,9	-67,9
*Dons	104 175	13 452,6	12,9	42 830	14 347,7	33,5	895,1	6,7
<b>TOTAL</b>	<b>405 619</b>	<b>268 744,4</b>	<b>66,3</b>	<b>280 914</b>	<b>191 000,2</b>	<b>68,0</b>	<b>-77 744,2</b>	<b>-28,9</b>

**Source :** MEF/DGB, octobre 2016, sur la base des données fournies par la CAA

## **B-2 Budget annexe du FNRB et Budgets des autres organismes Publics**

### **B-2-1 Dépenses de fonctionnement et charges de la pension**

Les dépenses du FNRB sont engagées à concurrence de 51823,5 millions de FCFA sur une prévision annuelle révisée de 61 106 millions de FCFA. Le niveau d'engagement correspond à un taux d'exécution de 84,8%. A fin septembre 2015, elles ont été engagées à hauteur de 48 521,7 millions de FCFA sur une prévision de 52 200 millions de FCFA, soit un taux d'engagement de 93,0%.

*L'accroissement de 6,3% des charges du FNRB s'expliquent fondamentalement par l'augmentation du nombre de pensionnés, en lien avec les départs massifs à la retraite. A titre d'illustration, le nombre de pensionnés pris en charge qui se situait autour de 3 500 agents retraités les années antérieures, se situera à fin décembre 2016 au-delà de 4 000 agents.*

### **B-2-2 Dépenses de fonctionnement de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)**

Les dépenses de fonctionnement de la CAA ont connu au 30 septembre 2016 un taux d'engagement de 53,0% correspondant à 1 194 millions de FCFA sur une prévision révisée de 2 254 millions de FCFA. Ce niveau d'exécution comparé à celui de fin septembre 2015 révèle un écart négatif de 110,3 millions de FCFA et un taux de régression de 8,5%.

### **B-2-3 Concours financier de l'Etat au fonctionnement du Fonds Routier (FR)**

Les crédits du Fonds Routier sont engagés à fin septembre 2016 à concurrence de 4 451 millions de FCFA sur une prévision annuelle révisée de 6 700 millions de FCFA. Un an plutôt, le niveau d'engagement était de 5 799,4 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 9 000 millions de FCFA. Les taux d'engagement y relatifs sont de 66,4% et 64,4% respectivement en 2016 et 2015.

### B-3 Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

A fin septembre 2016, les dépenses engagées au titre des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS) se chiffrent à 27 204,6 millions de FCFA sur une prévision annuelle révisée de 43 654 millions de FCFA. Elles correspondent à un taux d'exécution de 62,3%.

Le détail sur l'exécution des différents CAS se présente ainsi qu'il suit :

**Tableau 7 : Exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale au 30 septembre 2016**

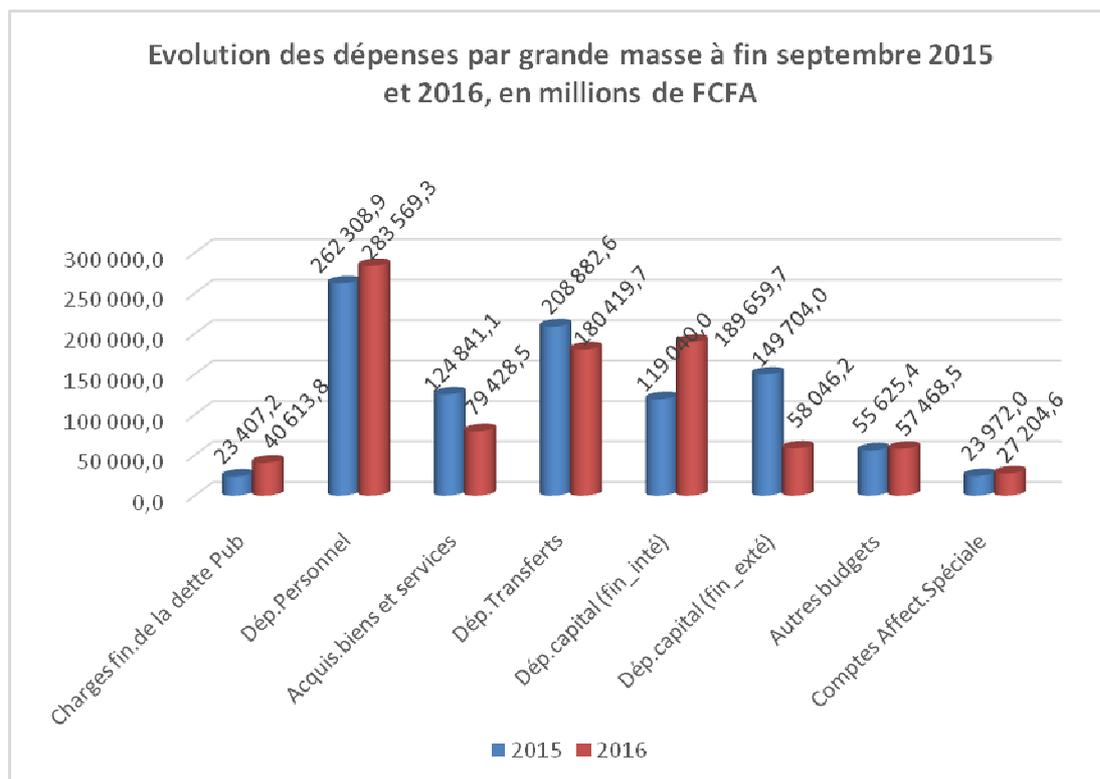
En millions de FCFA

Compte	Prévision annuelle	Montant engagé	Taux (%)
Opérations Militaires à l'Extérieur.....	13 000	7 408,4	57
Programme SYDONIA.....	2 567	1 205,8	47
Partenariat Mondial pour l'Education .....	12 295	9 421,7	76,6
Opérations d'Escortes Douanières...	10 000	7 172,8	71,7
RAMU.....	1 000	-	-
Modernisation de l'administration des impôts	1 500	290,8	9,7
Etudes de faisabilités et expertise .....	3 292	1 705,1	51,4
<b>Total</b>	<b>43 654</b>	<b>27 204,4</b>	<b>62,3</b>

**Source:** MEF/DGB/DGTCP, octobre 2016

Au total, l'évolution de l'exécution des dépenses à fin septembre 2015 et 2016 se présente comme ci-après :

### Graphique n° 2 : Evolution des dépenses par grande masse à fin septembre 2015 et 2016



### C- Solde budgétaire global d'exécution au 30 septembre 2016

L'exécution base engagement du budget de l'Etat à fin septembre 2016 présente les principaux soldes budgétaires récapitulés dans le tableau 8 ci-après :

**Tableau 8 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution à fin septembre 2016**

En millions de FCFA

Type de Budget	Recettes	Dépenses	Solde (base ordonnancement)
<b>Budget Général et Comptes d'Affectation</b>	588322,1	730737,1	-142 415
<b>FNRB</b>	16 941,80	32 831	-15 889
<b>CAA</b>	1 956,90	1116,2	841
<b>FR</b>	3 316,30	1669,4	1 647
<b>Solde global d'exécution budgétaire</b>	610 537,1	766 353,3	-155 816,2

**Source** : MEF/DGB, octobre 2016

### III- SITUATION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 30 SEPTEMBRE 2016

#### A- La mobilisation des ressources de trésorerie

Le niveau de mobilisation à fin septembre 2016 des ressources de trésorerie s'établit à 497 641,1 millions de FCFA, soit 104,8% de l'objectif annuel révisé de 474 968 millions de FCFA. Les principales raisons qui expliquent ce niveau de mobilisation sont liées à la mobilisation des ressources des banques locales à hauteur de 144,2%, aux émissions d'obligations du trésor à concurrence de 114,3% des prévisions initiales et au dépôt des correspondants du trésor qui n'était prévu en loi de finances rectificative.

Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie se trouve dans le tableau 9 ci-après :

**Tableau 9 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature à fin septembre 2016**

En millions de FCFA

<b>Nature</b>	<b>Prévisions</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Taux (%)</b>
Remboursement prêts et avances	18 998	9,9	0,1
Emission de dettes à moyen et long termes (emprunt Obligataire)	122 970	112 047,4	91,1
<i>Emprunt extérieur (prêts et dons)</i>	<i>83 650</i>	<i>55 341,7</i>	<i>66,2</i>
<i>Financement banques locales</i>	<i>39 320</i>	<i>56 705,7</i>	<i>144,2</i>
Autres ressources de trésorerie	333 000	327 547,2	98,4
<i>Obligations du trésor</i>	<i>203 000</i>	<i>232 047,2</i>	<i>114,3</i>
<i>Bons du trésor</i>	<i>130 000</i>	<i>95 500,0</i>	<i>73,5</i>
Dépôts des correspondants du Trésor	0	58 036,6	-
Produits des cessions d'actifs	0	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>474 968</b>	<b>497 641,1</b>	<b>104,8</b>

**Source** : MEF/DGTCP/DGB, octobre 2016

Le tableau 9 ci-dessus révèle qu'il n'y a pas eu de cession d'actif à fin septembre 2016. Hormis les remboursements des prêts et avances établis à 9,9 millions de FCFA à fin septembre 2016, les bons et obligations de trésor ont été mobilisés à hauteur de

327 547,2 millions de FCFA. Quant aux dépôts des correspondants du Trésor, ils ressortent 58 036,6 millions de FCFA à fin septembre 2016 contre une prévision nulle en loi de finances rectificative pour la gestion 2016.

#### B- L'exécution des charges de Trésorerie

Les charges de trésorerie sont ressorties à 213 457,0 millions de FCFA sur une prévision annuelle révisée de 283 141 millions de FCFA correspondant à un taux d'engagement de 75,4%. Les charges de trésorerie assurées à fin septembre 2016 sont : (i) l'amortissement des tirages FMI à hauteur de 49,3%, (ii) l'amortissement des emprunts obligataires à hauteur de 78,5%, (iii) l'amortissement des bons du Trésor à hauteur de 79,8%, (iv) le paiement des indemnités de vacation des enseignants à hauteur de 79,3%, (v) l'amortissement dettes banques locales à concurrence de 59,0% et enfin (vi) les retraits des correspondants du Trésor pour un montant de 34 923,9 millions de francs CFA, sur une prévision annuelle de 1 000 millions de FCFA.

L'exécution des charges de trésorerie se trouve récapitulée dans le tableau n° 10 ci-après :

**Tableau 10 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin septembre 2016**

Nature	En millions de FCFA		
	Prévisions	Réalisations	Taux (%)
Prêts et avances	4 156	5,0	0,1
Amortissement emprunts obligataires	34 268	9 738,9	28,4
Amortissement tirages FMI	6 600	3 256,7	49,3
Amortissement emprunts extérieurs	47 105	16 961,3	36,0
Amortissement Bons du Trésor	165 710	132 210,0	79,8
Retraits des correspondants du trésor	1 000	34 923,9	3 492,4
Indemnités de vacation des enseignants	10 000	7 930,0	79,3
Amortissement dettes banques locales	14 302	8 431,2	59,0
<b>Total</b>	<b>283 141</b>	<b>213 457,0</b>	<b>75,4</b>

**Source** : MEF/DGTCP/DGB, août 2016.

Au total, la gestion de la trésorerie fait ressortir un excédent d'un montant 284 184,1 millions de FCFA.

Le tableau ci-dessous indique, à fin septembre, le financement de l'exécution de la loi de finances pour la gestion 2016.

**Tableau 11 : Tableau de financement d'exécution de la loi de finances pour la gestion 2016 à fin septembre**

Eléments	Montant (en millions de FCFA)
<b>Besoin de financement</b>	<b>369 273</b>
1- Prêts et avances	5
2-Amortissement emprunts obligataires	9738,9
3-Amortissement tirages FMI	3 256,70
4-Amortissement Bons du Trésor	132 210
5-Amortissement des emprunts extérieurs	16961,3
6-Retraits des correspondants du Trésor	34923,9
7- Amortissement des emprunts banques locales	8431,2
8-Autres charges de trésorerie ( Indemnités de vacation des enseignants)	7 930,00
<b>9-Solde budgétaire à financer (base ordonnancement)</b>	<b>155816,2</b>
<b>Ressources de financement</b>	<b>497641,1</b>
1-Remboursement prêts et avances	9,9
2-Emissions de dettes à moy. et long termes	112 047,40
<i>Prêt-programmes</i>	11 643,20
<i>Prêt-projets</i>	43 698,5
<i>Prêt Banques locales</i>	56 705,70
<b>3-Dépôts des correspondants du Trésor</b>	<b>58 036,60</b>
4-Autres ressources de trésorerie	327 547,20
° <i>Bons de trésor</i>	95 500
° <i>Obligations du trésor</i>	232 047,20
<b>Excédent de financement au 30 septembre 2016</b>	<b>128 367,9</b>

## CONCLUSION

Le point cumulé des réalisations des régies financières laisse globalement apparaître une baisse de performance générale à fin septembre 2016. En effet, en dehors de la Direction Générale des Impôts (DGI) qui a approché le taux linéaire de 75%, les autres régies sont restées largement en deçà des attentes. En effet, la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI) et la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) n'ont pu atteindre respectivement que 63,4% et 52,8% des objectifs annuels.

Pour ce qui concerne l'exécution des dépenses budgétaires, elle a connu un taux d'engagement de 80,4% pour **916 410,2 millions de FCFA** à fin septembre 2016, pratiquement équivalent au taux d'exécution de la même période en 2015 qui était de 79,8%.

Les raisons évoquées dans le présent rapport d'exécution, entre autres, (i) le ralentissement des opérations dû à l'élection présidentielle de mars 2016 et (ii) la prise d'un collectif budgétaire continuent d'expliquer, pour l'essentiel, le niveau d'exécution à fin septembre 2016.

L'exécution du budget de l'Etat au 30 septembre 2016 présente un solde budgétaire global déficitaire d'un montant de **155 816,2 millions de FCFA** (base ordonnancement). Ce niveau de déficit a été couvert au même moment que les charges de trésorerie de la période (**213 457,0 millions de FCFA**).

Au total, à fin septembre 2016, l'exécution de la loi de finances pour la gestion 2016 laisse apparaître un solde excédentaire de **128 367,9 millions de FCFA**.

Cotonou, le

**LE DIRECTEUR GENERAL**

**Rodrigue S. CHAOU**